



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°29 & 30 – 17 au 28 juillet 2023

Faits saillants :

- **Afrique australe :** L'inflation continue de décroître dans de nombreuses économies de la sous-région
- **Afrique du Sud :** La balance commerciale enregistre un déficit au mois de juin
- **Zimbabwe :** Le président sortant E.Mnangagwa est annoncé vainqueur de l'élection présidentielle

Zoom sur les annonces économiques lors du sommet des BRICS

Du 21 au 24 août, s'est tenu à Johannesburg le 15^{ème} Sommet des BRICS, réunissant les présidents chinois, brésilien, indien, le Ministre des affaires étrangères russe, ainsi que les chefs d'Etat et de gouvernement de plus de 30 pays, majoritairement africains.

Sur le plan économique, plusieurs annonces en marge du sommet sont à noter. **La Banque des BRICS, New Development Bank (NDB), fondée en 2015 par les cinq pays du groupe, a approuvé un prêt à l'agence publique sud-africaine Trans Caledon Tunnel Authority, d'un montant de 3,2 Mds ZAR (170 M EUR), pour financer la seconde phase du Lesotho Highlands Water Projects (LHWP), à côté de la BafD et plusieurs banques commerciales sud-africaines – projet de barrage et de réservoir, ainsi que d'un tunnel de transfert pour approvisionner la région du Gauteng en eau potable. En parallèle, l'institution financière a annoncé envisager un financement de 18 Mds ZAR (880 MUSD), d'ici fin 2023, en faveur de l'opérateur logistique portuaire et ferroviaire public Transnet, pour la modernisation de sa flotte de locomotives. Le Directeur de l'Exploitation de la Banque (COO), Vladimir Kazbekov, a également souligné qu'il travaillait à un prêt « significatif » dans le secteur de l'eau et de l'assainissement (jusqu'à 1 Md USD). La garantie de l'Etat sud-africain devrait être apportée sur l'ensemble de ces opérations.**

Par ailleurs, le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Ebrahim Patel, a annoncé la signature d'un accord de coopération (MoU) entre la Bank of China et l'Industrial Development Cooperation pour le développement de l'industrie, notamment dans les secteurs des services médicaux, de l'économie décarbonée, des matériaux critiques, des véhicules électriques et de l'hydrogène. L'accord prévoit notamment le développement d'une coopération technique, le renforcement des capacités et la mobilisation d'un financement minimum de 10Mds ZAR (490 MEUR) sur les cinq prochaines années. Parallèlement, le gouvernement chinois a annoncé octroyer une subvention de 670 M ZAR (32,9 MEUR) au gouvernement sud-africain pour l'achat d'équipements électriques d'urgence (générateurs, panneaux solaires) – lors d'une visite d'Etat du Président Xi Jinping, concomitante au Sommet.

Les discussions autour de la création d'une « monnaie BRICS », comme alternative au dollar dans les échanges internationaux semblent ne pas avoir réellement progressé, alors que de nombreux économistes avaient souligné les difficultés de mises en place d'une telle devise, et alors que la Banque centrale sud-africaine (SARB), indépendante, s'y était opposée.

Sur le plan politique, on peut souligner l'élargissement du groupe à plusieurs pays émergents (Arabie Saoudite, Argentine, Egypte, Emirats Arabes Unis, Ethiopie, Iran) qui ont ratifié une liste de « principes » communs. Le groupe des « BRICS+ » regroupe désormais plus de 46% de la population mondiale (contre 41% avant l'élargissement) et 28,8% du PIB mondial (contre 25,6%).

Sommaire :

Afrique australe :

- L'inflation continue de décroître dans de nombreuses économies de la sous-région (gov.ao)
- La SADC annonce un plan d'investissement pour le développement des infrastructures gazières (SADC)

Afrique du Sud :

- La balance commerciale enregistre un déficit au mois de juin (SARS)
- Le taux de chômage recule légèrement au second trimestre (StatsSA)
- TIPS publie un rapport sur l'impact du MACF sur l'économie sud-africaine (TIPS)
- Les travaux du pont Mtentu ont repris (EngineeringNews)
- MTN et Mastercard s'allient pour stimuler la croissance des services financiers (MTN)
- Sasol présente des résultats financiers mitigés (Sasol)

Angola :

- L'agence de notation maintient sa notation souveraine à B- (S&P)

Botswana :

- La Banque centrale maintient son taux directeur à 2,65% (BoB)

Namibie :

- Le secteur touristique confirme sa reprise (NamStats)

Zambie :

- La Banque centrale réhausse son taux directeur de 0,5 point (Bank of Zambia)

Zimbabwe :

- Le président sortant E.Mnangagwa est annoncé vainqueur de l'élection présidentielle (BusinessDay)

Afrique australe

L'inflation continue de décroître dans de nombreuses économies de la sous-région (gov.ao)

Plusieurs agences nationales de statistiques de la sous-région (StatsSA – Afrique du Sud, INE – Angola, BotStats - Botswana, INE – Mozambique, NamStats - Namibie) ont publié cette semaine leurs données sur l'inflation pour le mois de juillet. Globalement, ces données confirment la tendance de recul des pressions inflationnistes observée ces derniers mois, et le retour de l'indicateur dans les fourchettes cibles des Banques centrales. L'inflation sur un an a ainsi atteint 4,7% en Afrique du Sud au mois de juillet (contre 5,4% au mois de juin), malgré une progression des prix de 0,9% sur un mois. Les postes qui ont le plus contribué à l'augmentation des prix demeurent les « denrées alimentaires » (+9,9%, soit une contribution positive de 1,7 point) et le « logement, l'eau et l'électricité » (+5,1%, soit + 1,2 point). Au Mozambique, l'indicateur atteint 5,7% (-1,1 point), son plus bas niveau depuis janvier 2021, et, en Namibie, 4,5% (-0,8 point). L'évolution est davantage marquée au Botswana, où l'inflation s'établit à 1,5%, en recul de 3,5 points sur un mois, un point bas qui n'avait pas été observé depuis août 2020 – en lien avec nouvelle baisse des prix à la pompe, la mise en place d'une réforme du système de TVA qui étend la liste des produits de première nécessité exemptés, et le gel de plusieurs prix réglementés (tarifs de l'eau et loyers des logements sociaux notamment). Globalement, ces évolutions traduisent le recul des cours des matières premières (pétrole, céréales), qui entraîne une modération des prix des postes « transports » et « denrées alimentaires », parmi les principaux contributeurs à l'inflation dans les pays de la zone. A l'inverse, la hausse des prix continue de s'affirmer en Angola, où elle accélère pour le troisième mois consécutif à 12,1% (contre 9,3% au mois précédent). Pour lutter contre ce rebond, porté par l'arrêt du mécanisme de subventions aux carburants et la dépréciation de la devise

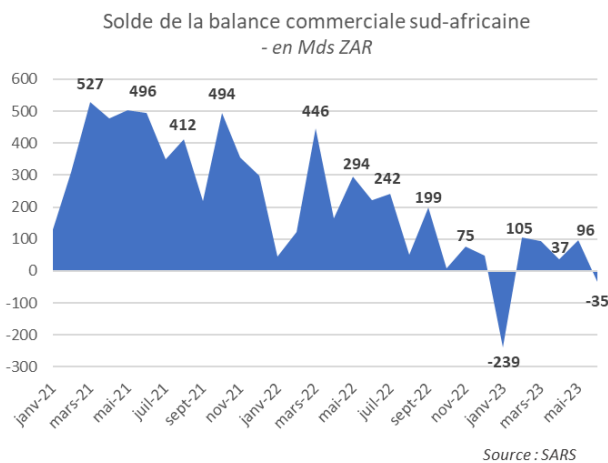
locale (Kwanza), l'Assemblée nationale a approuvé, le 14 août, une réduction de la TVA sur les denrées alimentaires de 14 à 7%.

La SADC annonce un plan d'investissement pour le développement des infrastructures gazières (SADC)

Lors du 43^{ième} sommet de la Southern Africa Development Community (SADC), qui s'est tenu à Luanda le 17 août, les chefs d'Etats et de gouvernement des Etats membres ont approuvé un plan pour le développement des infrastructures gazières dans la région (Regional Gas Master Plan 2023 -2038). Ce dernier prévoit notamment d'attirer 17 Mds USD d'investissements sur les quinze prochaines années pour faciliter l'exploitation coordonnée des ressources en gaz naturel – via le développement d'infrastructures comme des réseaux de gazoducs et de terminaux portuaires de GNL. Le combustible est notamment présenté comme une solution transitoire nécessaire et crédible pour la décarbonation des économies africaines et la sortie du charbon, suivant les découvertes importantes de gisements dans plusieurs pays de la zone (Mozambique, Namibie, Tanzanie). La majorité des financements devrait se concentrer au Mozambique (9Mds USD – développement d'infrastructures en marge des gisements découverts dans le nord du pays), suivi de l'Afrique du Sud (plus de 4 Mds USD, nouvelles capacités gazières dans le mix énergétique) et de la Namibie (2 Mds USD). A noter qu'à ce stade les financements n'ont pas été sécurisés, ce qui pourrait s'annoncer compliqué, alors que de plus en plus d'institutions financières sont réticentes à soutenir des projets dans le secteur des hydrocarbures.

Afrique du Sud

La balance commerciale enregistre un déficit au mois de juin (SARS)



La balance commerciale sud-africaine a enregistré un déficit commercial de 3,5 Mds ZAR (soit 170 M EUR) au mois de juin contre un excédent de 9,6 Mds ZAR l'année précédente à la même période. Ce déficit est inédit, alors que le solde commercial sud-africain est excédentaire depuis deux ans - à l'exception du déficit record de 23,9 Mds ZAR enregistré en janvier 2023. Cette évolution s'explique notamment par la nette diminution des exportations (-9%, pour atteindre 167,6 Mds ZAR), dues à la baisse des exportations de métaux précieux (-29% pour un poste représentant près de 20% du total) et produits miniers (-20% pour près d'un quart). A l'inverse, les importations ont augmenté de 7% pour atteindre 171,2 Mds ZAR. Elles sont largement soutenues par les machines et équipements mécaniques (+51%, à 45,9 Mds ZAR) - en lien avec la forte progression des achats de matériel pour faire face à la crise énergétique (panneaux solaires et générateur notamment), provenant principalement de Chine. Les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud demeurent la Chine (12% des exportations et 23,3% des importations) et les Etats-Unis (7,4% et 8,5%). Cette mauvaise performance traduit un rééquilibrage progressif de la balance

commerciale, qui était structurellement déficitaire avant la crise de la Covid-19. Au cours du premier semestre 2023, l'excédent commercial a ainsi atteint un excédent de 5,6 Mds ZAR (280 MEUR), en recul de 96% par rapport à la même période de l'année précédente.

Le taux de chômage recule légèrement au second trimestre (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (Stats SA), le taux de chômage a atteint 32,6% de la population active au second trimestre 2023, contre 32,9% au trimestre précédent. 154 000 emplois ont ainsi été créés sur la période, alors que la population active a progressé de 143 000 individus (à 24,27 M). Le nombre de demandeurs d'emploi diminue également très légèrement (-11 000), à 7,9 M. Les secteurs qui ont le plus contribué à la création d'emplois sont la construction (+104 000), le commerce (+92 000) et les services sociaux et de proximité (+63 000). A l'inverse, certains secteurs ont vu leurs forces de travail se contracter, notamment l'industrie manufacturière (-96 000) et les services financiers (-68 000). Malgré cette évolution plutôt favorable, le taux de chômage demeure à un niveau historiquement élevé et toujours nettement supérieur à ses niveaux pré-covid (+3,5 points par rapport à 2019). Les créations d'emplois ont ainsi été insuffisantes pour, d'une part retrouver les postes de travail détruit pendant la pandémie, et, d'autre part, absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail. Le taux de chômage élargi (qui intègre les individus découragés par la recherche d'emplois) atteint 45,8%, et celui des jeunes (15-24 ans) plus de 70%.

TIPS publie un rapport sur l'impact du MACF sur l'économie sud-africaine (TIPS)

Fin juillet, le think tank TIPS a publié un rapport sur l'impact du mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières - MACF - sur l'économie sud-africaine. Pour rappel, la mesure, entrée en vigueur au 1er octobre 2023, a pour objectif d'étendre le système de marché de

quota d'émission, déjà en place au sein de l'Union Européenne, à certaines importations à destination du continent, afin d'éviter les fuites de carbone via la délocalisation de la production. Dans un premier temps, il sera mis en place pour plusieurs secteurs particulièrement émissifs : l'acier, l'aluminium, les engrais et l'électricité. L'impact du mécanisme devrait être significatif en Afrique du Sud, qui apparaît comme un des pays les plus vulnérables, en raison de l'intensité carbone de son mix énergétique et de l'importance des flux d'acier, et dans une moindre mesure, d'aluminium, vers l'Europe – ainsi 52,4 Mds ZAR (2,6 Mds EUR) d'exportations seront concernés, soit 2,2% du total des biens exportés et 0,8% du PIB. Pour atténuer les effets de la mesure, TIPS formule plusieurs recommandations de politique publique, notamment (i) l'établissement d'un système commun de mesure des émissions pour les entreprises sud-africaines, pour simplifier les démarches administratives ; (ii) l'engagement d'un dialogue avec l'UE et l'OMC ; (iii) à plus long terme, la mise en place d'une politique climatique ambitieuse pour que le pays respecte ses engagements en matière de réduction des émissions. Parallèlement, TIPS encourage les entreprises exportatrices à décarboner leurs activités, via, par exemple, les projets de capture du CO2 et d'hydrogène décarboné dans la filière de l'acier (dont certains sont déjà à l'étude par Arcelor Mittal SA). A noter que le Ministre de l'Industrie sud-africain (DTIC) s'est montré ouvertement opposé à cette nouvelle réglementation, accusant l'Union Européenne d'instaurer des charges excessives et injustes aux pays en développement.

Les travaux du pont Mtentu ont repris (EngineeringNews)

Le 11 août, l'Agence nationale sud-africaine des routes (SANRAL) a annoncé la reprise du chantier du pont Mtentu, situé dans la province de l'Eastern Cape. La construction de l'ouvrage, qui devrait être l'un des plus grands ponts d'Afrique (1,2 kilomètre de longueur et jusqu'à 223 mètres de hauteur), est assuré par une coentreprise réunissant la China Communications

Construction Company, entreprise publique chinoise de BTP, et MECSA Construction, entreprise de génie civil sud-africaine. Cette dernière a pris en charge le projet en novembre dernier, alors que le consortium initialement choisi en 2019 (Aveng et Strabag) s'était finalement retiré en raison des protestations des communautés locales. Le projet devrait mobiliser 4,5 Mds ZAR (217 MEUR) et nécessiter plus de quatre ans de travaux. A noter que l'infrastructure est une composante stratégique du projet N2 Wild Coast Road, nouvel axe routier de 422 km, qui devrait significativement raccourcir les temps de trajets entre East London et Durban, et participer au désenclavement d'une partie de la province de l'Eastern Cape (ancien Transkei).

MTN et Mastercard s'allient pour stimuler la croissance des services financiers (MTN)

Le géant sud-africain des télécommunications MTN a signé, mi-août, un accord (MoU) avec l'entreprise américaine Mastercard pour soutenir la croissance de ses services financiers. Mastercard investira dans le groupe Fintech de MTN (qui détient notamment Mobile Money – MoMo), évalué à environ 5,2 Mds USD. Cette collaboration stratégique devrait renforcer davantage les positions des deux entreprises dans le secteur des services financiers en plein essor, notamment dans la région sub-saharienne, où les téléphones portables sont le principal moyen d'accès à Internet et aux services financiers. Cette annonce intervient parallèlement à la publication des premiers résultats du groupe sud-africain pour 2023. MTN a ainsi enregistré des performances solides au premier semestre 2023, avec une augmentation des revenus du groupe de 16,5 %, portés par les services de données et fintech (+37 % des transactions MoMo, soit 8,3 Mds USD). A noter que Mastercard multiplie les investissements dans les paiements numériques en Afrique depuis trois ans – 100 M USD investis dans Airtel Africa en 2021.

Sasol présente des résultats financiers mitigés (Sasol)

Le leader sud-africain de l'industrie pétrochimique, Sasol, a dévoilé des résultats semestriels contrastés. En dépit d'une croissance de 6 % de son chiffre d'affaires, l'entreprise a enregistré une chute significative de 65 % de son EBITDA, passant de 61,42 à 21,52 Mds ZAR. Si les difficultés de l'entreprise publique sont principalement liées au contexte économique difficile – inflation, diminution du prix du pétrole, crises des entreprises publiques sud-africaines, difficultés d'accès au marché américain et européen, etc. – la société a également entrepris des mesures de décarbonisation coûteuses, avec un impact sur ses activités de transformation du charbon en carburants liquides (-35 Mds ZAR) pour se conformer aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre de son plan *FuturSasol*. Le site le plus polluant d'Afrique, Secunda, devra ainsi diminuer de 10% sa production à partir de 2030. A noter que l'industriel sud-africain s'est récemment associé à Air Liquide dans sa stratégie de décarbonation. Le géant français s'est engagé, à court terme, à installer 400 MW de capacité d'énergies renouvelables sur le site de Secunda et pourrait, à plus long terme, proposer des solutions de captage de CO2 et de production d'hydrogène décarboné.

Angola

L'agence de notation maintient sa notation souveraine à B- (S&P)

Le 18 août, l'agence de notation S&P a maintenu la notation souveraine de l'Angola à B-, avec une perspective stable – soit 6 rangs en deçà de la catégorie « investissement », un niveau inchangé depuis février 2022. Dans son communiqué, l'agence financière mentionne notamment les risques financiers posés par la brusque dépréciation du Kwanza. La devise angolaise, affectée par la forte baisse de la disponibilité de

devises sur le marché des changes et par la baisse de la production pétrolière, a en effet perdu près de 40% de sa valeur face au dollar américain depuis la mi-mai, laissant présager une forte augmentation des ratios de dette et du coût du service de la dette en 2023. S&P souligne toutefois l'impact positif du niveau élevé des prix du pétrole (l'agence prévoit un prix moyen de 85 USD par baril jusqu'en 2026), ainsi que la stabilité des réserves du pays.

Botswana

La Banque centrale maintient son taux directeur à 2,65% (BoB)

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale (Bank of Botswana), qui s'est réuni le 24 août, a maintenu son taux directeur à 2,65% - un niveau inchangé depuis septembre 2022. Cette décision, attendue par les observateurs, s'inscrit dans un contexte de forte désinflation – pour rappel, l'indicateur a atteint 1,5% sur un an au moins de juin. Dans son communiqué, l'institution monétaire a par ailleurs salué l'accélération de la mise en place du plan de transformation de l'économie (*Economic Recovery and Transformation Plan – E RTP*) et de plusieurs réformes qui renforcent le climat des affaires, ainsi que la signature d'un nouvel accord du gouvernement botswanais avec l'entreprise diamantifère De Beers pour l'exploitation des ressources du pays, ce qui devrait avoir un impact positif sur la croissance à moyen terme. Pour rappel, la croissance devrait ralentir pour atteindre 3,8% dans le pays en 2023, après 5,8% en 2022.

Namibie

Le secteur touristique confirme sa reprise (NamStats)

D'après l'organisme national de statistiques (NamStats), le nombre d'arrivées de voyageurs dans le pays a atteint 292 000 au second trimestre 2023, en hausse de 5% par rapport à la même période de l'année précédente et trois fois le niveau observé au deuxième trimestre 2021. Si l'indicateur reste inférieur aux niveaux de 2019 (-17%), on observe un retour marqué des voyageurs dans le pays. Par ailleurs, le taux d'occupation hôtelier (principal indicateur de mesure de la performance du tourisme) publié par l'*Hospitality Association of Namibia* a atteint 56,1% au mois de juillet, soit 9 points de plus qu'à la même période de l'année précédente, et 4,7 points de plus qu'en juillet 2019. A noter que près de 94% des nuits étaient réservés pour des séjours touristiques. Ces évolutions confirment le dynamisme du secteur touristique namibien, qui est en passe de retrouver, voir dépasser, ses niveaux pré-crise du Covid-19 – pour rappel, l'industrie, tournée vers une clientèle haut de gamme et principalement européenne, est stratégique pour le pays, représentant environ 10% du PIB et plus de 11% de la force de travail en 2020.

Zambie

La Banque centrale réhausse son taux directeur de 0,5 point (Bank of Zambia)

Lors de sa réunion des 21 et 22 août, le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Bank of Zambia*), a relevé son taux directeur de 0,5 point à 10%. Il s'agit de la cinquième hausse de taux décidée par l'institution monétaire depuis le début de l'année 2021 (+2 points au total).

L'institution justifie sa décision par la reprise des pressions inflationnistes : après six trimestres consécutifs de baisse, l'inflation a atteint 9,9% au deuxième trimestre. Elle a accéléré à 10,3% au mois de juillet (contre 9,8% au mois de juin). Ce rebond s'explique notamment par la dépréciation du taux de change face à l'USD : le Kwacha a ainsi perdu 11% par rapport à la devise américaine depuis la fin du mois de juin, dans un contexte de dégradation de la balance commerciale (forte reprise des importations), et ce malgré la conclusion fin juin d'un accord de principe entre la Zambie et ses créanciers officiels, portant sur la restructuration de 6,3 Mds USD de dette bilatérale externe. A noter également la baisse du niveau de réserves en devises (2,7 Mds USD à fin juin, correspondant à 2,9 mois d'importations, contre 2,9 Mds USD et 3,3 mois d'importations à fin mars). La Banque centrale anticipe désormais une inflation à 10,2% en 2023 et 9,3% en 2024 et au premier semestre 2025, bien au-delà de sa fourchette-cible (de 6% à 8%). Le prochain comité de politique monétaire se tiendra les 20 et 21 novembre.

Zimbabwe

Le président sortant E.Mnangagwa est annoncé vainqueur de l'élection présidentielle (BusinessDay)

La commission électorale zimbabwéenne (Zimbabwe Electoral Commission - ZEC) a annoncé, samedi 26 août, que le président sortant, Emmerson Mnangagwa, était sorti vainqueur de l'élection présidentielle qui s'est déroulée dans le pays les 24 et 25 août. Il aurait obtenu 52,6% des voix et serait donc réélu pour un mandat de cinq ans. Membre du parti ZANU-PF, Mr Mnangagwa avait été élu à la Présidence en 2018, après être arrivé au pouvoir l'année précédente, à la suite d'un coup d'Etat qui avait démis Robert Mugabe, à la tête du Zimbabwe depuis son indépendance en 1980. Le principal candidat de l'opposition, Nelson Chamisa, à la tête de la *Citizens Coalition for Change* (CCC),

aurait quant à lui obtenu 44% des votes. Dans son programme, ce dernier avait présenté un plan de réforme ambitieux, pro-business, visant notamment à restaurer l'état de droit, la stabilité de l'économie et renforcer un climat des affaires très dégradé. Les [missions d'observation de l'Union Européenne](#) (150 observateurs des 27 pays membres) et de la [SADC](#) ont souligné que les élections n'avaient pas respecté de nombreux standards internationaux – soulignant notamment le manque de transparence de la ZEC, les nombreuses tentatives d'intimidation du ZANU-PF et les arrestations qui ont eu lieu en marge du scrutin (près de 40 individus). La CCC refuse donc de reconnaître les résultats. Ces nombreuses irrégularités témoignent de l'échec de mise en place d'un processus d'ouverture démocratique du pays, promis par E.Mnangagwa lors de son accession à la Présidence. Aucun changement majeur n'est donc attendu sur le plan de la politique économique, alors qu'aucune réforme structurelle n'a été engagée lors du premier mandat, et que la situation macroéconomique, structurellement très fragile, s'est significativement dégradée ces derniers mois (hausse incontrôlée de l'inflation et dépréciation de la devise locale). A noter que le scrutin s'est déroulé sans violence particulière.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	25/08/2023	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	18,62 ZAR	2,7%	-5,3%	-9,4%	-8,7%
Angola	826,8 AOA	-0,1%	-0,2%	-48,9%	-39,1%
Botswana	13,3 BWP	0,9%	-2,8%	-5,6%	-5,3%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambia	19,5 ZMW	-0,1%	-0,7%	-17,2%	-7,3%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international